

Technologies mortifères

Une Histoire qui se répète ?

Par Annie Lobé, journaliste scientifique.

Mis à jour le 24 août 2010.

Communications sans fil à base de micro-ondes pulsées qui traversent non-stop la peau et les murs, éclairage par ampoules basse consommation au mercure émettant des radiofréquences, des basses fréquences et des ultraviolets, pesticides transformant les plantes en poison mortel pour les insectes butineurs, OGM, chimie agroalimentaire, contamination de l'eau par les pesticides et l'aluminium ajouté pour la "purifier", irradiation des aliments, pétrochimie dans les cosmétiques, les produits d'entretien et le mobilier, nanotechnologies, substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR) ou allergisantes autorisées... Que de technologies mortifères commercialisées en toute légalité et auxquelles il devient de plus en plus difficile d'échapper ! Est-ce uniquement par appât du gain et recherche du profit immédiat ?

Le but caché des SS pendant la Seconde Guerre mondiale

Chacun croit que l'extermination des Juifs, des Roms, des homosexuels, des handicapés et des communistes était le but ultime poursuivi par Hitler et ses acolytes. Mais ce n'était qu'un début. Voici le témoignage de Marie-Claude Vaillant-Couturier, entendue comme témoin dans le cadre du procès de Nuremberg contre les criminels de guerre nazis¹ :

"En ce qui concerne les expériences, j'ai vu dans le Revier (infirmerie), car j'étais employée au Revier, la file de jeunes juives de Salonique qui attendaient, devant la salle des rayons, pour la stérilisation. Je sais, par ailleurs, qu'on opérât également par castration dans le camp des hommes. En ce qui concerne les expériences faites sur les femmes, je suis au courant parce que mon amie, la doctoresse Hadé Hautval, de Montbéliard, qui est rentrée en France, a travaillé pendant plusieurs mois dans ce bloc pour soigner les malades. Mais elle a toujours refusé de participer aux expériences. On stérilisait les femmes, soit par piqûres, soit par opérations, ou également avec des rayons. J'ai vu et connu plusieurs femmes qui avaient été stérilisées. Il y avait parmi les opérées une forte mortalité. Quatorze Juives de France, qui avaient refusé de se laisser stériliser, ont été envoyées dans un commando de Strafarbeit, c'est-à-dire punition de travail."

Monsieur Dubost (président du tribunal) : *"Quel était le but poursuivi par les SS ?"*

Madame Vaillant-Couturier : *"Les stérilisations. Ils ne s'en cachaient pas ; ils disaient qu'ils essayaient de trouver la meilleure méthode de stérilisation pour pouvoir remplacer, dans les pays occupés, la population autochtone par des Allemands, au bout d'une génération, une fois qu'ils auraient utilisé les habitants comme esclaves pour travailler pour eux."*

En 1937, alors qu'un embargo économique saignait l'Allemagne à blanc et compromettrait la réalisation du "programme" qu'Hitler avait en tête pour l'Europe, des chefs d'entreprises de quarante-deux pays ont assisté à Berlin au congrès de la Chambre de commerce internationale, organisé par Thomas J. Watson, président de la société International Business Machinery (IBM)². Si ces chefs d'entreprises avaient été informés de ce volet du "programme", combien auraient accepté de collaborer ?

Parmi les sociétés qui ont directement œuvré au service du nazisme, sont toujours prospères aujourd'hui : IBM, Siemens et les "trois sœurs" de la chimie Bayer, BASF et Hoechst regroupées en 1925 au sein d'IG-Farben (société productrice du Zyklon B utilisé dans les "chambres" à gaz), puis décartellisées en 1947³, ainsi que Coca-Cola⁴.

Qui sait si le "programme" s'est définitivement arrêté en 1945 ? Deux générations plus tard, tout se passe en effet comme s'il se poursuivait silencieusement, à l'insu de tous et dans certains pays plus que d'autres.

Ceux qui tireront leur épingle du jeu

Certains croient que la planète entière va dans le mur. Que partout, ce sont les mêmes décisions aberrantes, destructrices de la ressource humaine et environnementale. Mais il n'en est rien. Il existe au moins un pays qui protège sa population et ses ressources.

Ce pays est le seul au monde à ne pas avoir déployé sur son territoire la téléphonie mobile au standard GSM à base de micro-ondes pulsées. En 2001, quand plus de 75 % des Européens étaient déjà dotés d'un téléphone portable, 53 % seulement de ses habitants en détenaient un.

Son usage est interdit dans les trains depuis qu'un ressortissant de ce pays a publié une étude concluant que, si trente occupants d'un wagon utilisent simultanément leur téléphone dans cet espace clos, les valeurs limites recommandées par la Commission internationale de protection des rayonnements non ionisants sont susceptibles d'être dépassées, en raison de la réflexion des ondes sur les parois métalliques. Et dans le métro de sa Capitale, c'est encore plus simple : le portable ne passe pas.

Dans ce pays, le dépistage de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) dans les animaux de boucherie est le plus strict au monde pour éviter la contamination humaine : toutes les carcasses d'animaux de plus de 12 mois sont dépistées, alors que partout ailleurs ce dépistage commence à 24 mois.

Depuis 1975, ce pays a fait chuter de 90 % le taux de mort subite du nourrisson en repoussant à l'âge de 24 mois le début du programme vaccinal (dans la plupart des autres pays, la vaccination est pratiquée dès l'âge de 2 mois).

C'est le pays dans lequel l'espérance de vie à la naissance est d'ores et déjà la plus longue au monde, tant pour les hommes que pour les femmes.

Nul doute que sa population sera la dernière à rester debout après que, partout ailleurs, elle se sera effondrée.

Ce pays a publié à lui seul plus d'études sur l'ion calcium⁵ que tous les pays d'Europe réunis (l'ion calcium est un messager cellulaire dont la perturbation est en cause dans toutes les maladies dites "de civilisation" ; cette perturbation est provoquée non seulement par les ondes électromagnétiques de l'électricité domestique et de la téléphonie mobile, mais aussi par la nicotine, la caféine et l'éthanol –présent dans l'alcool–, et par nombre d'autres toxiques connus comme le plomb et le mercure).

Ce pays produit et exporte des motos de grosse cylindrée, les plus accidentogènes. Mais sur son propre territoire, il ne commercialise que des modèles de petite cylindrée. Protège-t-il ainsi sa propre population contre des risques qu'il n'hésite pas à faire courir aux autres ?

Ce pays possède 60 % de la flotte pétrolière mondiale. Il est en position de créer des tensions sur le marché de l'affrètement, dans un contexte où la quasi-totalité des tonnages de pétrole est transportée par voie maritime, les quantités acheminées par oléoducs étant négligeables au regard de la consommation mondiale.

Un lobbying redoutable et... original

Pour neutraliser en douceur les critiques les plus virulentes, ses lobbyistes utilisent une méthode originale : inviter les personnalités hostiles pour leur permettre de faire connaissance avec les réalités de ce pays. Cette mise en condition est suivie d'un cycle de conférences payées en moyenne de 5 000 dollars, pour une personnalité d'un intérêt moyen, à plus de 40 000 dollars pour une tête d'affiche. L'hostilité, bien souvent, a tendance à s'émousser au retour. C'est ainsi que l'ex-président des États-Unis Ronald Reagan (1981-1989) a reçu deux millions de dollars pour ses conférences dans ce pays. Bruxelles est devenue une cible privilégiée au début des années 1990.

Autre spécialité : s'offrir à grands frais les services de consultants de plusieurs centaines de cabinets d'avocats et de lobbyistes américains, ainsi que de plusieurs centaines d'ex-fonctionnaires de l'administration américaine. Initiée dès le début des années 1970 par des organismes institutionnels représentant ce pays, cette formule est largement employée, depuis le milieu des années 1980, par les entreprises multinationales de ce pays, qui dépensent sans compter pour s'assurer les services des meilleurs. Pendant la période 1980-1990, les honoraires officiellement perçus par ces cabinets américains de la part de sociétés et d'institutions étrangères s'élevaient au total à quelque 300 millions de dollars, dont 70 millions, soit près d'un quart, provenaient de ce seul pays (par comparaison, les honoraires en provenance de la France ne représentaient que 4 millions de dollars).

Quel était le but de ces investissements colossaux ? Modifier la législation pour faciliter les importations américaines en provenance de ce pays, au nom de la "libre circulation des marchandises", mais au détriment des entreprises nationales américaines. Parmi les premiers secteurs concernés, on compte celui de l'automobile et celui des semi-conducteurs, ces composants présents dans tous les produits électroniques. Dans le même temps, ce pays restait néanmoins fermé à toute importation étrangère concernant ces mêmes produits. Ce pays détient d'ailleurs, et de loin, le record mondial du solde

positif entre les exportations et les importations de produits manufacturés : il vend à l'étranger 40 % de plus qu'il n'achète de l'étranger.

Bien que limité à 1 % de son Produit intérieur brut (PIB), le budget militaire de ce pays est le deuxième au monde. Ce pays a pourtant constitutionnellement "*renoncé pour toujours à la guerre*" depuis plus de soixante ans.

En 2004, un ressortissant de ce pays dirigeait l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un autre l'UNESCO et un troisième l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Sans faire de bruit, sans occuper le devant de la scène internationale, ce pays agit comme s'il livrait au monde entier une guerre sournoise, invisible, jamais déclarée. Une guerre commencée voici plus de trente ans par une savante orchestration de la "libre circulation des marchandises". Une guerre non conventionnelle conduite en introduisant, dans des biens de consommation d'apparence anodine, des composants qui génèrent des fréquences inutiles à leur fonctionnement. Des fréquences qui agissent sur notre cerveau et sur nos cellules et transforment ces produits courants en armes qui nous détruisent à petit feu.

Si vous voulez savoir de quel pays il s'agit, c'est à vous de poursuivre l'enquête à partir de ces indices, de recouper les sources et les informations (collectées pour la plupart en 2005). Il est probable qu'ensuite, vous n'aurez plus très envie de consommer les produits mis sur le marché par les entreprises de ce pays.

Le piège des composants électroniques

Parmi ces produits figurent les composants électroniques présents dans les téléphones portables GSM, tandis que, rappelons-le, ce pays est le seul au monde où le GSM n'existe pas.

Jacques Citerne, chercheur au CNRS et à l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Rennes, a suivi au début des années 1980 les travaux du Groupe spécial mobiles (GSM), au sein duquel le fonctionnement du système européen de téléphonie mobile GSM a été conçu. À ma question : "*Pourquoi y a-t-il certaines basses fréquences dans les portables ?*", il répond : "*À cause des composants électroniques. Nous avons utilisé les composants (...) qui étaient disponibles sur le marché à l'époque.*"

Devinez d'où venaient ces composants ?

Ainsi, bien qu'aucun ressortissant de ce pays n'ait été physiquement présent dans le groupe d'ingénieurs qui a élaboré la norme GSM, ce pays a orienté et encadré le choix des fréquences retenues.

Complot en vue d'une guerre d'agression

Beaucoup de choses ont été oubliées à propos de la Seconde Guerre mondiale. Il faut se plonger dans les livres et voir les documentaires pour se rafraîchir la mémoire.

Le fils du procureur américain du procès de Nuremberg Thomas J. Dodd a eu l'excellente idée de publier les lettres quotidiennes envoyées à son épouse par son père pendant l'année et demie que dura le procès⁶. Dans l'épilogue de ce livre, le lieutenant Whitney R. Harris, qui faisait partie de l'équipe de procureurs et avocats généraux américains et a écrit *Tyranny on Trial*, un compte rendu des procès de Nuremberg, rappelle les quatre chefs d'accusation retenus contre les criminels nazis :

- 1) plan concerté ou complot en vue de mener une guerre d'agression ;
- 2) crimes contre la paix ;
- 3) crimes de guerre ;
- 4) crimes contre l'humanité.

Plan concerté ou complot ? Pourquoi donc ? Une réponse est donnée par le documentaire *Colors of War VI, Adolf Hitler*⁷. Pendant toute la période de réarmement allemand qui a précédé les premières invasions et annexions, Hitler et ses acolytes ont fait croire au monde entier que le but de ce réarmement était la défense de l'Allemagne. La suite des événements a amplement démontré qu'il n'en était rien et que l'objectif poursuivi était bel et bien de mener une guerre d'agression.

Aujourd'hui, ceux qui dénoncent une volonté d'extermination des populations sont moqués comme étant "adeptes de la théorie du complot" et "conspirationnistes". Pourtant, des milliers, des millions de personnes meurent chaque année prématurément sans savoir de quoi, après avoir été exposées à des substances toxiques cachées dans des produits de consommation courante mis sur le marché par des entreprises aux mains sales, cependant que des chercheurs rémunérés par ces mêmes sociétés affirment que ces substances sont dénuées d'effets nocifs et orchestrent une savante "controverse scientifique" faisant croire au public, aux décideurs politiques, aux journalistes, aux avocats et aux juges que "*dans l'état actuel des connaissances, rien n'est prouvé*".

La guerre des "faibles doses"

L'Europe, cette grande idée pour la paix, a été transformée en insidieuse machine de guerre. Par ses réglementations à contresens de la santé publique, Bruxelles fait le lit de la destruction des ressources humaines des pays qu'elle fédère. C'est cela aussi, la guerre. Car qu'est-ce qu'une guerre, sinon la destruction des forces vives de l'adversaire, leur soumission à des diktats autoritaires et la spoliation de leurs biens ? Aujourd'hui, les Européens sont pareils à un troupeau d'aurochs au bord d'une falaise : piégés dans une consommation "pratique" mais sournoisement rendue mortifère par l'ingéniosité de chasseurs qui ne luttent pas avec leur force, mais avec leur intelligence, et exploitent leurs ressorts psychologiques.

Prenez l'attrance des consommateurs pour le confort, dès les années 1970.

Ajoutez l'appât du gain de chefs d'entreprises qui ont cru, au début des années 1980, au mirage de bénéfices issus de productions à bas prix de l'autre côté de la planète, en Asie du Sud-Est, avant de déchanter après que les transferts technologiques ont donné lieu à des pillages technologiques.

Faites monter la peur de tous d'être frappés par une crise artificiellement créée depuis les années 1990 par ces délocalisations destructrices d'emplois et par des dérégulations qui fragilisent les entreprises⁸.

Vous obtenez dans les années 2000 une société privée de la liberté de dire non à ce qu'elle réprouve, même lorsqu'elle s'aperçoit qu'elle a mis le doigt dans un engrenage infernal.

Au nom de quoi les évolutions économiques des vingt dernières années ont-elles été faites ? Au nom de la liberté du commerce. C'est ce principe que le Conseil d'État français a invoqué pour interdire aux maires de protéger leurs administrés contre les antennes-relais⁹. "*Au nom du peuple français*", comme chaque décision prise par cette assemblée de sages. C'est encore au nom de la liberté du commerce que les directives européennes, dont c'est le maître mot, nivellent par le bas la protection sanitaire, sociale et environnementale.

La liberté du commerce, qui en veut si elle enchaîne les hommes ?

Le gouvernement d'un pays européen qui voudrait reprendre la haute main sur la prévention en matière de santé publique se heurterait inévitablement aux règlements édictés par la Commission. Par exemple, la prévention des allergies passe par l'interdiction totale des colorants azoïques dans les produits alimentaires et cosmétiques. Une décision illégale au vu des textes actuels.

Depuis au moins quinze ans, l'Europe livre aux Européens une guerre sans merci. La guerre des réglementations aberrantes et des "faibles doses" :

Autorisation d'émissions continues d'ondes électromagnétiques, autorisation de colorants allergisants dans l'alimentation et les produits cosmétiques ou ménagers, autorisation de l'irradiation radioactive des aliments à des fins de conservation, possibilité d'incorporer des polluants atmosphériques connus dans les désodorisants et parfums d'intérieur¹⁰, exonération des affréteurs et des propriétaires de bateau à titre individuel en cas de marée noire (c'est un fonds collectif d'indemnisation, Fipol, qui assume le dédommagement des victimes ; aux États-Unis, il n'y a pas eu une seule marée noire provoquée par un naufrage depuis que les propriétaires du navire *et* de la cargaison ont une responsabilité totale illimitée quant aux dégâts causés¹¹)... La liste est longue, elle est sans fin.

Le malthusianisme, une théorie erronée qui a le vent en poupe

"*Il y a trop de monde sur la planète, cela va faire de la place.*" Telle a été la réaction du directeur d'un magazine destiné aux médecins, lorsque j'ai évoqué devant lui les premiers résultats de mon enquête, en 2002. Sans vergogne, il a ensuite modifié, sans me prévenir, le sens de l'article qu'il m'a commandé en 2003 au sujet des pathologies et des décès d'enfants fréquentant une école surplombée par des antennes-relais de téléphonie mobile à Saint-Cyr-l'École (78).

Lors des 15^{èmes} Conférences stratégiques annuelles organisées les 4 et 5 mai 2010 par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) sur le thème :

“Le développement durable, nouvel enjeu géopolitique ?”, plusieurs intervenants ont fait référence aux théories malthusiennes et fustigé la démocratie comme une ennemie de la vision à long terme nécessaire à la conduite des États.

Le journaliste Hervé Kempf, auteur de *Comment les riches détruisent la planète*, a néanmoins objecté –mais devant une salle presque vide, en fin de colloque– que les démocraties étaient devenues des oligarchies où le pouvoir avait été confisqué par un petit nombre. Une observation également exprimée, en son temps, par Albert Einstein¹².

Rappelons que l'économiste anglais Thomas Malthus (1766-1834) publia plusieurs ouvrages, dont un *Essai sur le principe de population* (1798), dans lesquels il développa une doctrine (malthusianisme) selon laquelle la croissance de la population, supérieure à celle des subsistances, provoque un déséquilibre conduisant l'humanité vers la famine. Pour ramener l'équilibre, il distinguait les moyens destructifs (épidémies, guerres) et préventifs (restriction de la natalité). Il était hostile aux mesures d'assistance sociale prises par l'Etat et ses idées influencèrent la formation du concept de sélection naturelle chez Charles Darwin.

Malthus pensait que la Terre ne pourrait jamais nourrir plus d'un milliard de personnes.

Bien que cette croyance ait été démentie par les faits, le malthusianisme a été de nouveau popularisé au 20^{ème} siècle, notamment par le Club de Rome et son livre *Halte à la croissance !* et par le Massachusetts Institute of Technology (MIT).

La réalité d'aujourd'hui, c'est que 30 à 40 % de la nourriture récoltée dans le monde est jetée. Dans les pays du Nord, ce sont des produits transformés qui partent à la poubelle (“*Notre plus gros client, c'est la benne*”, dit-on dans les supermarchés, selon Bruno Parmentier, Directeur de l'École supérieure d'agriculture d'Angers), tandis que dans les pays du Sud, c'est le manque d'infrastructures de conservation et de transport qui entraîne la perte des récoltes¹³.

Nombreux sont ceux qui répètent aujourd'hui cette phrase : “Il y a trop de monde sur la planète”, sans même sembler percevoir la violence inouïe qu'elle véhicule. Car elle signifie que celui qui la pense et la prononce donne son accord pour la destruction des populations prétendument surnuméraires.

Combien pèse, sur les ressources de la planète, celui qui vit avec un dollar ou un euro par jour ? Presque rien, si ce n'est l'air qu'il respire ! Et tout le monde mangerait à sa faim si les denrées produites étaient équitablement réparties. Il n'y a donc pas sur cette planète trop d'êtres humains, mais trop d'appareils. Ce sont eux qui épuisent les ressources non seulement au moment de leur fabrication mais également au cours de leur utilisation, consommatrice d'énergie.

Pour résoudre les problèmes environnementaux sans monstrueux carnage génocidaire, ce n'est donc pas le facteur Population qu'il faut réduire mais le facteur Production. Produire moins et consommer moins d'appareils. Mais cela ne semble pas être la voie choisie par ces firmes qui continuent de nous gaver de publicités pour nous inciter à changer de portable, de téléviseur, de voiture ou d'ordinateur, à nous équiper d'une box wi-fi, à craquer pour un nouveau jeu vidéo ou à boire du café en mini doses.

Les firmes qui commercialisent des produits mortifères ont-elles pour unique but la recherche du profit ? Ou veulent-elles aussi vider la planète de ses habitants ? La régression drastique de la protection des espèces vivantes (humanité comprise) intervenue ces dernières années est telle que l'on voit mal *qui* pourrait sortir gagnant. Leurs activités engendrent le chaos, comme si elles réalisaient la prophétie d'Hitler qui, voyant s'écrouler son empire, avait écrit au début de 1945 : "*Nous tomberons peut-être mais nous entraînerons le monde dans notre chute*¹⁴."

Devant l'ampleur du combat à mener, beaucoup sont tentés de baisser les bras. Cet à-quoi-bonisme s'exprime par la pensée : "Il faut bien mourir de quelque chose !" Une soumission qui n'est pas sans rappeler la résignation, lisible sur les visages¹⁵, des malheureux parqués dans des ghettos avant d'être envoyés à la mort. Sommes-nous déjà prêts à être sacrifiés ? Sommes-nous prêts à sacrifier nos enfants et ceux que nous aimons ? Voulons-nous encore croire que le Père Noël fera le boulot à notre place ?

Avons-nous le pouvoir de réagir ? Oui. Le docteur Laurent Chevallier, médecin nutritionniste et président de la commission Alimentation du Réseau environnement et santé, a une solution toute simple que nous serions bien avisés d'appliquer pendant qu'il en est encore temps. Il préconise de "*laisser les produits toxiques dans les magasins*". Nous arrêterions ainsi de payer pour être décimés... Quelle bonne idée ! ♥

¹ Tribunal militaire international, Nuremberg, Tome VI (1947), *Procès des grands criminels de guerre devant le tribunal militaire international*. Publié par le secrétariat du tribunal sous la juridiction des autorités alliées de contrôle pour l'Allemagne. Texte officiel en langue française, tome VI : 22 janvier 1946 – 4 février 1946, p. 220.

² Black E (2001) *IBM et l'Holocauste*. Paris, Robert Laffont, ISBN 2-221-09276-7, p. 158-161.

³ *Ibid.*, p. 107, 108, 287, 386, 390, 396, 418, 485 et Le Gloannec AM (1995) *L'État de l'Allemagne*. Paris, La Découverte, ISBN 2-7071-2339-0, p. 317. Bayer et BASF sont les fabricants des insecticides dits "systémiques" dont le mode d'action est similaire, à des doses infinitésimales, à celui du curare. En France depuis 1994, ces insecticides sont les premiers responsables de l'hécatombe des abeilles.

⁴ Reymond W (2006) *Coca-Cola, l'enquête interdite*. Paris, Flammarion, ISBN 2-08-068764-6, p. 323 et suivantes.

⁵ Sur l'ion calcium, voir *Mécanisme d'action des ondes électromagnétiques sur les organismes vivants* par Annie Lobé, sur commande sur le site www.santepublique-editions.fr ou par correspondance sur demande à SantéPublique éditions, 20, avenue de Stalingrad, 94260 Fresnes. Prix TTC : 9 € + 2,20 € de participation aux frais de port.

⁶ Dodd CJ et Bloom L (2009) *Lettres de Nuremberg, le procureur américain raconte*. Presses de la Cité et Éditions France Loisirs, Paris. ISBN 978-2-298-02679-5.

⁷ Diffusé sur Paris Première le 18 mai 2010.

⁸ Lire à ce sujet l'excellent livre d'Agnès Bertrand et de Laurence Kalafatides (2002) *OMC, le pouvoir invisible*. Paris, Fayard, ISBN 2-213-61128-9.

⁹ Voir Lobé A (2007) CD Rom *Le Danger des antennes-relais*, SantéPublique éditions, Fresnes, p. 89. Diffusion par correspondance : www.santepublique-editions.fr

¹⁰ *Que choisir* n° 421, décembre 2004 : "Polluants d'ambiance", p. 56-61.

¹¹ *Capital*, juin 2005 : "Environnement : 10 solutions pour sauver la planète", p. 28.

¹² *Comment je vois le monde*, Éditions Le Monde Flammarion, octobre 2009, p. 239-241.

¹³ Déclaration faite lors du Café éthique organisé le 18 mai 2010 par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme.

¹⁴ *Colors of War VI, Adolf Hitler*, documentaire diffusé sur Paris Première le 18 mai 2010.

¹⁵ *Idem*.